

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Politiques économiques : le Politburo attribue le ralentissement économique aux problèmes institutionnels et structurels et souligne la poursuite et l'approfondissement des réformes

Politique monétaire: la PBoC conduit pour la deuxième fois des opérations de financement via le nouveau dispositif TMLF en vue d'inciter les banques à accroître leurs encours de prêts au secteur privé ; contre les attentes du marché, la PBoC affirme qu'il n'y aura pas de baisses des RRO

Belt and Road Forum: atelier « Connectivité financière »

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché boursier : sept fonds sont autorisés à investir sur le high-tech board ; la Bourse de Shanghai a insisté sur l'éligibilité des investisseurs individuels

Banque: le président de la BOC Chen Siqing a été nommé président de l'ICBC

Marché à terme: la CSRC encourage l'introduction en bourse des sociétés de contrats à terme et l'ouverture du marché à terme aux investisseurs étrangers

Marché boursier : le high-tech board a vu la première « licorne étrangère » sur la liste de demande à travers les CDRs

Ouverture financière: la connexion ETF entre la Chine et le Japon sera créée au plus tôt en mai 2019

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Belt and Road Initiative: 2ème Forum des Routes de la Soie à Pékin ; discours d'ouverture de Xi Jinping

Relations US-Chine : extension à la Chine de l'interdiction américaine d'approvisionnement en pétrole iranien

Relations US-Chine : la Chine de nouveau dans la « priority watch list » de l'USTR sur la propriété intellectuelle

Relations US-Chine : lancement d'une enquête de réexamen des mesures anti-dumping chinoises sur les céréales de distillerie américaines servant à la production d'éthanol

Investissements sortants : CCPIT publie un rapport sur l'environnement des investissements dans l'UE

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Télécom (5G) : la Grande-Bretagne aurait décidé d'une participation contrôlée de Huawei au déploiement de la 5G

Politiques publiques (cloud) : le MIIT ouvre la porte à un (léger) assouplissement des conditions d'accès au marché pour les entreprises étrangères spécialisées dans le cloud

Micro-électronique : Qualcomm met fin à sa co-entreprise dans la province du Guizhou

Routes de la soie : l'institut de recherche d'Alibaba publie un rapport sur les contributions du groupe aux « Routes de la soie numériques »

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : publication d'un nouveau plan d'économie d'eau par la NDRC et le MWR





HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Prix : *La dynamique des prix à la consommation ralentit à +2,2% en mars 2019, après +2,3% en janvier-février*

Commerce bilatéral : *Hausse des exportations françaises à Hong Kong de +16% (en g.a), à 885 M EUR sur les deux premiers mois de l'année 2019*

Economie numérique : *Amazon installe un centre de données à Hong Kong pour concurrencer le géant chinois Alibaba*



ECONOMIE GENERALE

Politiques économiques : le Politburo attribue le ralentissement économique aux problèmes institutionnels et structurels et souligne la poursuite et l'approfondissement des réformes

Le bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (Politburo) a tenu le 19 avril 2019 sa réunion trimestrielle afin d'étudier, entre autres, la situation économique actuelle. Le Politburo souligne la croissance « plus élevée que prévue du T1 » dans un contexte de « pressions baissières » sur l'économie chinoise. Particulièrement, le Politburo souligne que le ralentissement économique serait moins le fait de « facteurs externes et cycliques » que des « problèmes institutionnels et structurels ». En outre, la stabilité économique et sociale devra se faire au « travers de réformes d'ouverture et d'ajustement structurels ». Notamment, les « 6 objectifs : stabilité de l'emploi, du secteur financiers, du commerce extérieur, des investissements et des attentes du marché » n'ont pas été évoqués. Le Politburo entend « maintenir les efforts concernant le désendettement structurel ».

Dans le détail, le Politburo précise que « la politique budgétaire sera proactive » et du côté monétaire, que demeurera « prudente » et « neither too tight nor too loose ». En outre, les autorités ont réaffirmé que « l'immobilier est fait pour vivre et non pour spéculer » dans un contexte de reprise de l'activité immobilière. Les priorités annoncées sont alors : d'améliorer la production, soutenir le secteur privé, établir une politique immobilière par ville, réformer les marchés de capitaux, s'ouvrir aux investissements étrangers et maintenir la stabilité de l'emploi.

Pour mémoire, le FMI a revu à la hausse ses prévisions pour Chine pour 2019, de 6,2% à 6,3% lors de la publication du *World Economic Outlook* d'avril, compte tenu du récent stimulus budgétaire et monétaire. Néanmoins, le FMI avait averti des dangers que pourrait engendrer un stimulus trop important, considérant que les vulnérabilités du pays demeurent élevées. En particulier, une politique monétaire trop accommodante pourrait augmenter les risques pesant sur la stabilité du système financier.

Pour information, le Politburo (19^{ème}) est un groupe de 25 personnes élues par le Comité central du PCC pour diriger le Parti communiste chinois (PCC), avec XI Jinping comme secrétaire général. Il tient une réunion trimestrielle (avril, juillet, octobre et décembre) de haut niveau pour « analyser et étudier la conjoncture et les tâches économiques actuelles ». En son sein sont choisis les membres du comité permanent, la plus haute instance du PCC, composé depuis octobre 2018 de XI Jinping, LI Keqiang, LI Zhanshu, WANG Yang, WANG Huning, ZHAO Leji et HAN Zheng.

Politique monétaire : la PBoC conduit pour la deuxième fois des opérations de financement via le nouveau dispositif TMLF en vue d'inciter les banques à accroître leurs encours de prêts au secteur privé ; contre les attentes du marché, la PBoC affirme qu'il n'y aura pas de baisses des RRO

Le 24 avril, la PBoC a annoncé avoir conduit pour la deuxième fois des opérations via le *Targeted Medium-term Lending Facility*. Le montant de cette opération s'élève à 267,4 Mds RMB, axé sur « la demande des institutions financières éligibles au programme et sur leurs nouveaux prêts accordés aux petites et moyennes entreprises au T1 ». La PBoC a souligné que la durée de ces opérations est de un an, mais qu'elle peut être prolongée à deux reprises, ce qui porte leur durée maximale à trois ans. Par ailleurs, le taux des opérations est de 3,15%, bonifié de 15 point de base par rapport aux facilités de moyen terme (MLF). La Banque centrale rappelle également que les banques éligibles à ce programme sont les grandes banques (banques à capitaux publics), les banques cotées et les grandes banques provinciales (« city-banks »).

Par ailleurs, la PBoC a réaffirmé qu'à ce stade elle ne procéderait pas à des baisses de ratio de réserves obligatoires, en réponse aux spéculations concernant une baisse des RRO.

Pour mémoire, il s'agit d'un refinancement de long terme à taux bonifié destiné aux banques enclines à prêter aux entreprises du secteur privé et aux PME. Ce nouvel instrument est proche dans sa philosophie des TLTRO mises en place par la BCE. Il n'existe à ce stade aucune enveloppe définie *ex ante*. Le nouveau dispositif est un complément, sinon un substitut des diverses mesures visant à réduire le coût de refinancement des banques, qui ont été adoptées depuis le deuxième trimestre. Pour rappel, le taux des réserves obligatoires (RO) auxquelles sont soumis les établissements de crédit a été abaissé à quatre reprises en 2018, sans que cela se soit traduit à ce stade par une restauration de la dynamique de crédit au secteur privé, en partie grippée par les mesures de lutte contre le *shadow banking* adoptées en 2017. Le nouveau dispositif ciblé vers les grandes banques provinciales et les banques par actions pourrait donc être plus efficace que la simple baisse des RO, car plus que les banques à capitaux publics dont la base de dépôts est extrêmement solide et large, ce sont les deux autres types de banques qui sont moins enclines à prêter au secteur privé, compte tenu de leur plus grande dépendance aux financements interbancaires et aux opérations de refinancement de la PBoC. On notera cependant qu'une bonification de 15 points de base risque d'être insuffisante pour couvrir les primes de risque liées à la nature des emprunteurs privés, qui probablement continueront d'être évincés du marché par des entités publiques qui continueront de bénéficier de la garantie implicite assortie à leur demande de crédit.

Belt and Road Forum : atelier « Connectivité financière »

Le deuxième *Belt and Road Forum* se tient du 25 au 27 avril à Pékin, en présence des Chefs d'État et de gouvernement de 37 pays, dont 7 États de l'Union européenne.

Sur l'Atelier Connectivité financière, auquel participait notamment Christine Lagarde, le ministre des Finances LIU Kun et le Gouverneur YI Gang se sont voulus rassurants. A été admise notamment la nécessité d'un Debt Sustainability Framework en ce qui concerne les projets BRI afin de mieux traiter les risques. Les prêteurs (institutions chinoises, prêteurs multi, etc.) sont invités à utiliser ce dispositif dans leur politique d'engagements. Ce cadre a été publié sur le site du ministère des Finances chinois le même jour (25 avril). YI Gang s'est montré volontariste en prônant le développement de projets en monnaie locale, ce qui relève davantage des bonnes intentions que d'une faisabilité à brève échéance, compte tenu de la faible appétence des prêteurs à financer des projets dans des devises à fort risque de dépréciation et de l'absence d'instruments de couverture sur toute la durée des financements. Il a également souligné la nécessité de renforcer la transparence sur les projets, ce qui permettrait d'attirer davantage de prêteurs privés et de financements de marché. Faisant écho à LIU Kun, il a insisté sur le fait que les décisions d'investissement devaient mieux prendre en compte la soutenabilité de l'endettement et tenir compte de la capacité de remboursement du pays.

Christine LAGARDE a renchéri en se réjouissant de l'annonce faite par le ministre des finances chinois d'appréhender le cadre de soutenabilité de la dette dans les projets BRI. Elle a également insisté sur le rôle que BRI pourrait jouer en matière d'inclusion financière, grâce à la participation des FINTECHs.

Manquaient parmi les panelistes les représentants des principales banques de développement chinoises. En revanche, Carrie Lam affichait l'engagement de HK à l'initiative et mettait en exergue les avantages comparatifs dont la région autonome était dotée (capacité à travailler dans plusieurs environnements juridiques, première place mondiale en termes d'introductions en bourse, parfaite connaissance des écosystèmes de marché).

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché boursier : sept fonds sont autorisés à investir sur le *high-tech board* ; la Bourse de Shanghai a insisté sur l'éligibilité des investisseurs individuels

La CSRC a habilité sept fonds à investir sur la nouvelle plateforme – *high tech board* : *E Fund Management Co.*, *China Universal Asset Management Co. Ltd.*, *China Southern Asset Management Co.*, *Harvest Fund Management Co.*, *ICBC Credit Suisse Asset Management Co.*, *Fullgoal Fund Management Co.* et *China Asset Management Co.* Le fonds géré par *ICBC Credit Suisse* sera un fonds à capital fixe (*closed-end*) autorisé aux seuls investisseurs stratégiques alors que les six autres sont des fonds à capital variable (*open-end*).

Les fonds définis par le vocable « *science and technology innovation* » doivent avoir au moins 80% de leurs actifs investis dans des actions de technologie et d'innovation inscrites sur les plateformes (*high-tech board*, *ChiNext* etc) alors que les fonds portant le nom de « *science and technology innovation board* » doivent investir au moins 80% de leurs actifs dans les actions cotées sur la nouvelle plateforme *high-tech board*, conformément à la réglementation chinoise sur les fonds. Les noms de ces sept fonds autorisés ne comprennent que « *science and technology innovation* » et ainsi ne se limitent pas au *high-tech board*.

Depuis que la CSRC a commencé à accepter les demandes des fonds en vue d'investir dans le *high-tech board* en février 2019, 82 fonds ont déjà soumis leurs demandes d'agrément. Parmi ceux-ci, 36 concernent uniquement des investissements dans le *high-tech board*, et 46 sont des fonds conçus pour investir dans les actions de technologie et d'innovation en général. 28 sont *closed-end* et 54 sont à capital variable (*open-end*).

Par ailleurs, la Bourse de Shanghai a récemment publié une annonce en exigeant que les sociétés de courtage vérifient strictement l'éligibilité des investisseurs individuels sur le *high-tech board*, notamment la provenance de la trésorerie sur leurs comptes de dépôts.

Pour rappel, les investisseurs individuels intervenant sur la plateforme de haute technologie sont tenus d'avoir en moyenne 500 000 RMB sur leur compte journalier pendant 20 jours de transaction et au moins 24 mois d'expérience de transaction des titres. Actuellement, il existe trois millions d'investisseurs individuels de *A-shares* qui sont éligibles. Les investisseurs qui ne correspondent pas aux critères de pertinence peuvent participer en achetant des fonds communs. (cf. Brève du 25/02/2019).

Banque : le président de la BOC Chen Siqing a été nommé président de l'ICBC

Chen Siqing, président du conseil d'administration de la *Bank of China (BOC)*, a été nommé président de l'*Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)*. Chen a rejoint la *BOC* en 1990 et a travaillé pour cette banque jusqu'à sa récente nomination. Le poste de président de l'*ICBC* est resté vacant pendant trois mois depuis la nomination de l'ancien président Yi Huiman à la tête de la CSRC fin janvier. En général, les présidents des cinq principales banques commerciales d'État - *ICBC*, *Agricultural Bank of China*, *Bank of China*, *China Construction Bank* et *Bank of Communications* – souvent passent d'une banque à l'autre. Certains responsables bancaires finissent également par être nommés à la tête d'un régulateur financière tel que la PBoC, la CSRC et la CBIRC.

Actuellement, le poste de président du conseil d'administration de la *Bank of Communications* et le poste de CEO de la *Agriculture Bank of China* restent également vacants.

Marché à terme : la CSRC encourage l'introduction en bourse des sociétés de contrats à terme et l'ouverture du marché à terme aux investisseurs étrangers

Fang Xinghai, vice-président de la CSRC, a déclaré dimanche que la CSRC coopère activement avec les autorités en charge de la législation sur le « loi des contrats à terme (*futures*) », qui encourage l'introduction en bourse des sociétés de contrats à terme (*futures company*) sur la plateforme principale (*A-share*), promeut l'investissement étranger sur le marché à terme et favorise la création de sociétés de contrats à terme par les actionnaires majoritaires étrangers en Chine.

En fait, la CSRC a déclaré pour la première fois son support à l'introduction en bourse de sociétés de contrats à terme en 2012, mais aucune société de contrats à terme n'a été cotée depuis. Seules quatre sociétés de contrats à terme ont posé leurs demandes depuis 2015 : *RUIDA Futures*, *HOLLY Futures*, *NANHUA Futures* et *JINRUI Futures*, les trois premières sont toujours en attente de la réponse de la CSRC et *JINRUI Futures* a déjà retiré sa demande en mai 2018. L'IPO des sociétés de contrats à terme est plutôt difficile, en raison : d'une part, l'activité des sociétés de contrats à terme est moins diversifiée et leur principale, le courtage, est fortement corrélée à la conjoncture économique ; d'autre part, la plupart des sociétés de contrats à terme appartiennent aux grandes sociétés de valeurs mobilières qui exploitent également des activités de courtage de contrats à terme, violant « l'indépendance des affaires » exigée par la CSRC pour les sociétés voulant s'introduire en bourse.

En 2018, le marché à terme chinois a réalisé 210 806Mds RMB de transactions, soit une augmentation de 12,2% par rapport à 2017.

Marché boursier : le *high-tech board* a vu la première « licorne étrangère » sur la liste de demande à travers les CDRs

Créé en 2014 à Beijing mais inscrit aux îles Caïmans, *Ninebot Limited* a postulé au *high-tech board* pour demander un financement de 2,1Mds RMB en émettant 70M de CDRs représentant 10% de ses capitaux propres. Il est ainsi devenu la première mais aussi la seule entreprise étrangère parmi les 90 sociétés sur la liste actuelle à demander un financement sur *high-tech board* par l'intermédiaire de CDR. ICBC serait le dépositaire de leurs CDRs émis.

En 2018, *Ninebot* a réalisé un chiffre d'affaires de 425M RMB avec un actif total de 370M RMB. Les bénéfices nets de *Ninebot* restent consécutivement négatifs pendant les trois dernières années en atteignant une perte de 311M RMB à fin 2018. *Xiaomi Group* constitue son premier client en représentant plus de 55% de son chiffre d'affaires.

Le gouvernement chinois a exprimé son souhait d'attirer les grandes entreprises chinoises de haute technologie inscrites ou cotées à l'étranger comme *Xiaomi* (coté à Hong Kong) et *Alibaba* (coté à New York) par les CDRs autorisés sur le *high-tech board*.

Pour rappel, le CDR fait référence aux titres émis par un dépositaire sur la base des actions étrangères en Chine continentale. Les détenteurs de CDR disposent de droits pécuniaires attachés aux actions étrangères correspondantes (dividendes et/ou gain/perte en capital en cas de cession), mais les droits de vote continuent d'être exercés par le dépositaire. (cf. Brève du 03/12/2018).



Ouverture financière : la connexion ETF entre la Chine et le Japon sera créée au plus tôt en mai 2019

A l'occasion d'un forum portant sur les marchés financiers chinois et japonais tenu à Shanghai le 22 avril, la Bourse de Shanghai et la société JPX (Japan Exchange Group, qui exploite plusieurs bourses de Japon) se sont mises d'accord pour établir une connexion entre ETF (*Exchange Traded Funds*) des deux pays. Plus concrètement, les deux parties se sont engagées à créer chacune de leur côté les fonds destinés à être investis dans les ETF de l'autre partie via les mécanismes QDII et QFII. La connexion ETF sino-japonaise démarrerait au plus tôt en mai 2019, permettant de réduire les coûts opérationnels des investissements mutuels dans les marchés financiers des deux pays. Le même jour, NOMURA a déclaré sa création de partenariat stratégique avec *China Asset Management*, qui dispose du plus grand volume de ETF en Chine, afin de mieux participer à la connexion ETF sino-japonaise.

Lors de la visite du premier ministre chinois LI Keqiang au Japon en mai 2018, la Chine a accordé au Japon 200Mds RMB de quotas de QFII. Actuellement, *E Fund Management*, *China Asset Management*, *China Southern Asset Management* et *HUAAN Fund* ont posé début avril leurs demandes de licence permettant d'investir sur de produits ETF investissant sur le marché japonais et sont tous en attente de l'autorisation de la CSRC.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Belt and Road Initiative : 2^{ème} Forum des Routes de la Soie à Pékin ; discours d'ouverture de Xi Jinping

Le deuxième *Belt and Road Forum* se tient du 25 au 27 avril à Pékin, en présence des Chefs d'État et de gouvernement de 37 pays, dont 7 États de l'Union européenne. Au lendemain d'une journée de fora thématiques, le président chinois Xi Jinping a prononcé le discours d'ouverture du Forum devant ses homologues étrangers, le 26 avril. En fin de discours, Xi s'est engagé à abolir les subventions « déraisonnables qui empêchent la concurrence équitable et aboutissent à des distorsions de marché ». Sans entrer dans les détails, il a fait part de sa volonté « d'établir un instrument contraignant pour assurer le respect des engagements internationaux ». Il a en outre répété l'engagement chinois à (i) élargir l'accès au marché pour les entreprises étrangères (raccourcissement de la liste négative, suppression des obligations de JV dans de nouveaux secteurs) ; (ii) renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle ; (iii) augmenter les importations de biens et services (« nous ne recherchons pas volontairement l'excédent commercial ») à travers des réductions tarifaires et l'élimination de barrières non-tarifaires. Xi Jinping a conclu son intervention en manifestant l'espoir que ses partenaires commerciaux « traitent les entreprises, les étudiants et les académiques chinois de manière équitable ».

[Voir le discours d'ouverture de Xi Jinping](#)

[Lire la tribune du vice-Président de la Commission européenne Maros Sefcovic dans le *Global Times*](#)

Relations US-Chine : extension à la Chine de l'interdiction américaine d'approvisionnement en pétrole iranien

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a annoncé la levée le 1^{er} mai des exonérations de l'interdiction d'approvisionnement en pétrole iranien dont bénéficiaient huit pays (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Italie, Grèce, Turquie et Taiwan). Les sanctions américaines avaient été réimposées par les États-Unis en novembre 2018. Réagissant à l'annonce américaine, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a manifesté l'opposition de la Chine aux « sanctions unilatérales et extraterritoriales américaines », a estimé que la coopération de la Chine avec l'Iran était « légale et légitime » et a signalé l'engagement du gouvernement « à défendre les droits et intérêts des entreprises chinoises ». Pour mémoire, la Chine était, en 2018, le premier importateur mondial de pétrole iranien (29 000 tonnes en 2018, soit 14 Mds USD).

[Lire la réaction du ministère chinois des Affaires étrangères](#)

Relations US-Chine : la Chine de nouveau dans la « *priority watch list* » de l'USTR sur la propriété intellectuelle

Les services du Représentant américain au Commerce (USTR) ont publié, le 25 mars, leur rapport annuel sur la protection de la propriété intellectuelle dans les pays tiers. Cette année encore, la Chine figure sur la « *priority watch list* » du USTR en compagnie de 10 autres États, tous exposés à de potentielles mesures américaines (unilatérales au titre de la Section 301 ou via l'OMC) au nom de la « lutte contre les pratiques déloyales » en matière de PI. S'agissant de la Chine, le rapport de l'USTR estime que les autorités, en dépit de la réorganisation institutionnelle intervenue en 2018 et de plusieurs initiatives législatives, ont « échoué à réaliser des changements structurels améliorant la

protection et le respect de la propriété intellectuelle ». Le même jour, l'USTR a publié sa « *Notorious Markets List* » 2019, recensant – de manière non-exhaustive - des marchés physiques et e-marchés réputés pour faciliter ou pour s'engager dans des activités de violation du droit d'auteur ou de contrefaçon. Au sein de cette liste figurent 4 marchés virtuels chinois (dont deux plateformes de e-commerce : Taobao, propriété d'Alibaba, et Pinduoduo), et 7 marchés physiques situés en Chine, dont le Silk Market de Pékin.

[Lire le rapport annuel de l'USTR sur la propriété intellectuelle](#)

[Lire le rapport de l'USTR sur les « Notorious Markets »](#)

Relations US-Chine : lancement d'une enquête de réexamen des mesures anti-dumping chinoises sur les céréales de distillerie américaines servant à la production d'éthanol

Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a annoncé, le 15 avril, avoir lancé une enquête de réexamen des mesures anti-dumping et antisubventions imposées depuis début 2017 aux importations de céréales de distillerie américaines. Ces droits devaient originellement rester en vigueur pour une durée de 5 ans. Le réexamen anticipé de ces mesures répond à une demande formelle du *US Grains Council*, qui défend les intérêts des exportateurs américains. Le MofCom dispose désormais d'un an pour décider si ces droits seront maintenus, modifiés ou supprimés. Pour mémoire, les céréales de distillerie sont notamment utilisées dans la production d'éthanol.

Investissements sortants : CCPIT publie un rapport sur l'environnement des investissements dans l'UE

La Chambre de commerce internationale de Chine (CCPIT), organisme public dépendant du Conseil des Affaires d'Etat, a publié, le 24 avril, un rapport sur l'environnement des investissements chinois dans l'UE. Ce rapport évoque trois principales inquiétudes exprimées par les investisseurs chinois: 1. une augmentation du nombre de secteurs dans lesquels les investisseurs étrangers seraient soumis à des contrôles de sécurité nationale, du fait de l'entrée en vigueur du règlement européen sur le « *screening* » des investissements étrangers ; 85% des entreprises chinoises sondées par CCPIT considèrent que cette nouvelle législation européenne conduira à un traitement plus inéquitable des entreprises chinoises dans l'UE. 2. une augmentation des coûts pour les entreprises au titre de la mise en conformité aux lois et réglementations dans l'UE, notamment le règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD); 82% des entreprises sondées considèrent que l'entrée en vigueur du RGPD imposera de nouvelles contraintes sur leurs investissements en Europe. 3. les coûts d'opération pour les entreprises chinoises dans l'UE résultant des lois et réglementations européennes en matière de droit salarial et de fiscalité; 74% des entreprises sondées ont cité le coût élevé des salariées comme une difficulté majeure. En dépit de ces inquiétudes, 70% des entreprises sondées sont optimistes de la rentabilité de leurs investissements en Europe. 79% des entreprises ont pointé l'UE comme la première destination de leurs investissements à l'étranger (contre 11% pour les USA et 10% pour les pays émergents).

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Télécom (5G) : la Grande-Bretagne aurait décidé d'une participation contrôlée de Huawei au déploiement de la 5G

Bien que la Première Ministre ne se soit pas encore exprimé publiquement sur le sujet, le *Daily Telegraph* rapporte que Theresa May aurait décidé, à l'issue d'une réunion du Conseil National de Sécurité tenue le 23 avril 2019, d'autoriser Huawei à participer au déploiement de la 5G dans le pays. La participation de l'équipementier télécom chinois serait toutefois contrôlée, puisque Huawei ne serait autorisé qu'à fournir des technologies « non centrales » (*a priori* : des antennes et équipements périphériques, par opposition aux équipements dédiés au stockage de l'information) aux opérateurs britanniques. Alors que les examens techniques ont été achevés, une annonce officielle sur le sujet n'est pas prévue avant le mois de mai.

Si les informations du *Daily Telegraph* devaient être confirmées (elles n'ont pas été démenties à cette heure), la Grande-Bretagne deviendrait le premier pays des « Five Eyes » (alliance des services de renseignement des cinq pays suivants : Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis) à autoriser l'équipementier chinois à fournir des équipements 5G. Les États-Unis et l'Australie ont tous deux pris la décision de bannir sa participation ; les décisions de la Nouvelle-Zélande (en novembre 2018, le Bureau de la sécurité des communications a toutefois rejeté la demande de Spark d'utiliser des équipements Huawei pour la 5G) et du Canada sont encore en suspens.

Pour rappel : alors que le débit permis par la 5G devrait permettre aux objets d'être connectés avec une très faible latence, augurant d'une nouvelle phase du développement de l'internet (internet industriel), des questions se posent quant à la possibilité que Huawei puisse communiquer certaines informations au gouvernement chinois. Ces questions portent sur l'entreprise Huawei elle-même, groupe non coté dont [l'origine de l'actionnariat est inconnue](#) et dont le fondateur est issu de l'armée. Elles portent également sur l'environnement juridique dans lequel la société évolue : l'article 14 de la Loi chinoise sur le renseignement appelle en effet « *les organisations et citoyens pertinents à fournir le soutien, l'assistance et la coopération nécessaires* » aux services de renseignement chinois.

Politiques publiques (cloud) : le MIIT ouvre la porte à un (léger) assouplissement des conditions d'accès au marché pour les entreprises étrangères

Le 23 avril 2018, à l'occasion d'une conférence de presse, le directeur du département des télécommunications du Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), M. Wen Ku, a affirmé que « *sous réserve de leur conformité aux lois et politiques chinoises, les entreprises étrangères sont les bienvenues pour participer au marché du cloud, expérimenter des façons pragmatiques d'ouvrir le marché plus avant, et de contribuer à sa croissance* ». Sa déclaration laisse entendre que le MIIT envisagerait de libéraliser l'accès au marché du cloud. Fin mars, le [Wall Street Journal](#) avait déjà évoqué la tenue d'une réunion durant laquelle le Premier Ministre chinois, Li Keqiang, avait présenté à une trentaine d'entreprises étrangères un projet visant à les autoriser à être propriétaires de centres de données localisés au sein d'une zone de libre-échange pilote. Le 23 avril, Wen Ku n'est toutefois pas allé jusque-là, laissant entendre que les co-entreprises devraient demeurer nécessaires pour accéder au marché du cloud : « *les régulateurs chinois approuvent la participation des entreprises étrangères au marché du cloud en collaboration avec les entreprises locales* » - a-t-il en effet ajouté.

Le marché chinois du cloud est estimé à 7,2 Mds USD en 2018, en croissance de 76,5%. D'après IDC, Alibaba Group détenait 43% des parts de marché du cloud public au premier semestre 2018. Amazon Web Services (AWS), le leader mondial (qui a annoncé cette même semaine avoir ouvert des centres de données à Hong Kong), n'en était que le quatrième acteur (6,9%). Parmi les principales implantations françaises dans ce secteur : Atos, qui a obtenu en janvier 2019 une licence d'exploitation pour opérer un centre de données localisé à Wuhan (Hubei).

Micro-électronique : Qualcomm met fin à sa co-entreprise dans la province du Guizhou

Fondée en janvier 2016 par Qualcomm (45%) et le gouvernement de la province du Guizhou (55%) afin de concevoir, développer et commercialiser des puces dédiées aux serveurs, la co-entreprise Huaxintong Semiconductor Technologies (HXT) devrait être liquidée d'ici la fin du mois d'avril 2019 selon [The Information](#). La co-entreprise disposait de trois centres de R&D à Pékin, Shanghai et Guiyang. En novembre 2018, HXT avait annoncé le lancement de la production de masse de ses puces pour serveurs. Ce retrait, qui n'a pour l'instant été commenté par aucune des parties, est probablement la conséquence de la décision de Qualcomm, officialisée en décembre 2018, de réduire ses investissements dans le secteur des centres de données, largement dominé par Intel.

Il constitue néanmoins un revers de taille pour la province du Guizhou, qui avait inauguré en 2016 au sein de la « nouvelle zone de Gui'an » la première zone pilote de rang national dédiée au « Big Data ». En sus de Tencent et Alibaba, le gouvernement provincial était notamment parvenu à y attirer Apple (dont le centre de stockage de données de son iCloud pour la Chine devrait entrer en opération en 2020) et Qualcomm, donc.

Il intervient également alors que le gouvernement central cherche à favoriser les transferts de technologies dans le secteur des semi-conducteurs, l'un des principaux postes d'importations du pays. Publié en 2015, le plan « Made in China 2025 » prévoit ainsi que les entreprises chinoises détiennent 70% des droits de propriété intellectuelle des semi-conducteurs vendus dans le pays dès 2025.

Routes de la soie : l'institut de recherche d'Alibaba publie un rapport sur les contributions du groupe aux « Routes de la soie numériques »

Le 23 avril 2019, à la veille de l'ouverture de la deuxième édition du Forum de la coopération internationale des Routes de la soie, AliResearch, l'institut de recherche du groupe Alibaba, a publié un rapport intitulé : « Construire la route de la soie numérique du 21ème siècle – les réalisations de l'écosystème Alibaba ».

Le rapport revient sur l'initiative d'*electronic World Trade Platform* (eWTP) lancée par Alibaba lors de l'édition 2016 du G20 (B20), qui constitue elle-même l'un des piliers des « Routes de la soie numériques » promues par le gouvernement chinois. Ce projet d'eWTP vise officiellement à compléter l'OMC en facilitant l'internationalisation des PME au travers du commerce électronique. Il serait constitué par la mise en réseau de plusieurs « hubs », zones d'exportations au sein desquelles les PME seraient soumises à des tarifs douaniers réduits, et bénéficieraient de formalités douanières simplifiées et d'un accès à des services logistiques *premium*. En sus du « hub » de Hangzhou, deux ont été inaugurés à ce jour à l'international : en Malaisie et au Rwanda. Le rapport se félicite aussi du développement croissant des liens commerciaux avec les pays des « Routes de la soie » : ainsi, les ventes sur Tmall de produits provenant des pays situés le long des « Routes de la soie » ont augmenté 120% en 2018 ; sur AliExpress, les acheteurs des pays des « Routes de la soie »



représenterait plus de la moitié (56%) du total ; enfin, sur Alitrip, le nombre de clients ayant choisi un pays des « Routes de la soie » comme destination de voyage aurait augmenté de 44% par rapport à 2017.

AliResearch est l'institut de recherche d'Alibaba. Depuis sa création en avril 2007, AliResearch coopère avec des experts et les instituts du secteur pour se concentrer les recherches dans l'écologie du commerce électronique, de la mise au niveau de l'industrie et de la macroéconomie.

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : publication d'un nouveau plan d'économie d'eau par la NDRC et le MWR

Le 15 avril, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et le Ministère des ressources en eau (MWR) ont publié conjointement un plan national d'économie de l'eau visant à protéger les ressources et à améliorer la compétitivité économique des entreprises. Concrètement, le plan propose plus d'une vingtaine de mesures consistant à promouvoir le recyclage et les économies d'eau à l'échelle des villes et des parcs industriels, à mieux mesurer et contrôler les ressources et les consommations, à développer l'utilisation de ressources non-conventionnelles (typiquement la désalinisation sur les zones côtières) et à encourager au développement de nouvelles technologies. Parmi les objectifs quantifiés, le plan prévoit que, d'ici 2020, la consommation d'eau nécessaire par unité de PIB diminue de 23% par rapport à 2015 et de 20% pour le secteur industriel. En outre, le plan vise à contenir l'augmentation de la consommation en eau en-dessous de 670 Mds de m³ d'ici 2022 et 700 Mds m³ en 2035 grâce à un recyclage accru.

Pour mémoire, la question de l'eau en Chine est importante : le pays possède des ressources mal réparties sur son territoire et globalement insuffisantes face à ses besoins de consommation, entraînant un déficit de plusieurs milliards de m³ par an. Par ailleurs, il n'existe pas en Chine de politique intégrée des ressources en eau et la consommation par unité de PIB y est de 67% plus élevée que dans les pays développés.

La France et la Chine coopèrent activement dans le domaine de l'eau au niveau institutionnel, principalement dans le cadre d'un projet de gestion intégrée des ressources en eaux dans le bassin de la Hai conduit par l'Office international de l'eau (OIEau) et le Ministère chinois des ressources en eaux.

[Voir le plan détaillé \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

Prix : La dynamique des prix à la consommation ralentit à +2,2% en mars 2019, après +2,3% en janvier-février.

L'inflation sous-jacente (hors mesures gouvernementales) s'établit à +2,6% en mars. On relève notamment une hausse des prix de la nourriture (+4,7%), de l'immobilier (+2,9%) et des boissons alcoolisées (+2,5%). Les prix du gaz, de l'eau et de l'électricité accusent en revanche un repli de 5,4%. Le gouvernement anticipe toujours une hausse relativement modérée de l'inflation en 2019, qui s'établirait à +2,5%, après +2,4% en 2018.

Commerce bilatéral : Hausse des exportations françaises à Hong Kong de +16% (en g.a), à 885 M EUR sur les deux premiers mois de l'année 2019.

Les postes d'exportation qui ont connu la plus forte hausse sont l'aéronautique (+58%), les vêtements (+27%) et chaussures (+67,7%), la maroquinerie (+14,6%), l'agroalimentaire (+14,1%) ainsi que les produits pharmaceutiques (+11,5%). On note en revanche un repli des exportations dans le secteur de la joaillerie et bijouterie (-23,1%) et des composants électroniques (-6%). Les exportations et importations de Hong Kong ont pour rappel baissé de -3,4% -5,3% sur la même période, pour s'établir à 64,6 Mds EUR et 71,3 Mds EUR respectivement.

Economie numérique : Amazon installe un centre de données à Hong Kong pour concurrencer le géant chinois Alibaba.

Afin d'accélérer la vitesse de transmission des données (en l'augmentant de 90%), Amazon Web Service (AWS), le leader mondial du cloud numérique, a complété son implantation en Asie-Pacifique en installant des centres de données et des infrastructures support du cloud à Hong Kong. La ville est le 8^{ème} marché d'Asie-pacifique pour AWS, qui souhaite désormais pouvoir rivaliser face à Alibaba Cloud et Tencent Cloud qui sont présents depuis 2014 et 2017. Ces installations permettront l'échange de données mais aussi fourniront d'autres services en matière de blockchain, d'intelligence artificielle et de *machine learning*. Cette percée est notamment liée à l'arrivée de la 5G à Hong Kong prévue pour 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Pierre Martin, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

Revu par : Pierre Martin, Estelle Jacques, Jean-Philippe Dufour, David Karmouni, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux